

Supermarchés : pourquoi la concurrence est illusoire

Tous les trois ou cinq ans, on nous refait le coup de l'indignation : *“Vraiment, la grande distribution en profite bien trop ; ces prix sont abusifs ; il n'y a pas assez de concurrence ; il faut plus de transparence ; nous allons enquêter”*.

On nous conseille de faire jouer la concurrence, de changer de magasin. Mais si l'on part de chez Casino pour aller chez Franprix, Leader Price, Monoprix ou Spar, il faut savoir que l'on paye toujours au même groupe. La grande distribution en France est entre les mains de 6 grands groupes : Carrefour, Leclerc, Intermarché, Auchan, Système U et Cora. Ce sont donc ces familles capitalistes qui achètent à des milliers de producteurs, agriculteurs et entreprises qui fabriquent les produits, puis les revendent aux millions de consommateurs.

C'est vrai que la concurrence fait baisser les prix. De la concurrence, il peut y en avoir seulement entre les centaines de producteurs de chaque secteur. Par contre, pour les gros de la distribution, il n'y a même pas besoin de se contacter entre eux pour pouvoir tous s'aligner sur un prix fort. Plus malin, ils se partagent quelques différences de prix sur les produits pour brouiller les pistes et faire croire à une concurrence qu'il n'y a pas.

On connaît tous ce genre de publicité : *“Si vous trouvez moins cher, dites-le nous, on vous rembourse la différence”*. Derrière ce soi-disant cadeau, on fait de nous des flics : dès qu'un revendeur est ainsi repéré, les grands groupes lui font la guerre pour l'obliger à remonter ses prix au niveau des autres.

Le fonctionnement naturel du capitalisme ne cesse d'aller vers toujours plus de concentration, dans tous les domaines. Lorsqu'une nouvelle production apparaît, le nombre des entreprises commence par augmenter. Dans l'automobile, elles étaient 30 en France en 1900, 155 en 1914. Mais ensuite, la concurrence, en écrasant des concurrents, en les rachetant, a fait tomber ce chiffre à 2.

Une fois arrivé à ce stade, les monopoles, il

n'y a pas de retour en arrière. Tout au plus un coup de frein à l'ampleur de leur domination sera mis par l'Etat. Mais l'Etat est bien incapable de restaurer la vieille concurrence.

La *“libre”* concurrence existe toujours, mais elle est réservée aux seules petites entreprises, que l'on pousse à créer année après année. Et pour cause : on leur laisse les risques des nouvelles modes ou les secteurs moins rentables. Si c'est l'échec, adieu. Si l'affaire semble juteuse, miam, un monopole vous dévore.

On nous dit aussi : *“Vous allez voir ce que vous allez voir, on va ouvrir la concurrence avec des entreprises étrangères”*. Mais les capitalistes sont tout à fait capables de s'entendre par-delà leur nationalité. En 2000, le français Rhône-Poulenc, l'allemand BASF et le suisse Hoffmann-Laroche se sont fait coincer : ils s'étaient entendus sur le prix des vitamines vendues à Coca Cola et Kellog. Rhône-Poulenc s'en est tiré en disant tout, et les autres ont dû payer 725 millions de dollars. Même dans ce cas-là, le consommateur ne voit pas la couleur de cet argent : il va à l'Etat.

L'ensemble de l'économie est sous la coupe des monopoles. En 2005, Orange, SFR et Bouygues Telecom se sont fait prendre pour s'être entendus sur les prix. Ils ont été condamnés à verser 540 millions €. Mais on estime à deux fois plus leur gain sur le dos du consommateur. Payer une amende de temps en temps n'empêche pas d'être bénéficiaire. Cela a même pour avantage de faire croire à une lutte contre ce scandale qui veut que des individus fassent la pluie et le beau temps sur la vie de la majorité.

C'est dans la nature du capitalisme que de vouloir que les plus forts dominent. Si l'on trouve que c'est injuste, il faut être conséquent : c'est le système qu'il faut remettre en cause.

9/3/2008

L'Ouvrier n° 190

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX